

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11174]

16 FEVRIER 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'attestation du sol

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, les articles 11, alinéa 3, et 12, § 4, alinéa 2;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2010 relatif à l'attestation du sol;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord préalable du Ministre du Budget, donné le 30 mai 2016;

Vu le test genre sur la situation respective des femmes et des hommes, comme défini par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale réalisé le 31 août 2016;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement donné le 9 novembre 2016;

Vu l'avis du Conseil économique et social, donné le 24 novembre 2016;

Vu l'avis n° 60.693/1 du Conseil d'Etat, donné le 20 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement,
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — Contenu de l'attestation du sol

Article 1^{er}. Définitions.

- 1° ordonnance : ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués
- 2° attestation du sol : attestation visée à l'article 11 de l'ordonnance
- 3° Institut : l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement
- 4° Parcelle : parcelle cadastrale ou, à défaut de référence cadastrale, zone délimitée par tout autre identifiant déterminé par l'Institut
- 5° Inventaire : inventaire de l'état du sol tel que défini par l'ordonnance
- 6° Activité à risque : activité à risque telle que définie dans l'arrêté du 16/7/2015 relative à la liste des activités à risque
- 7° Provision : montant déposé sur le compte de l'Institut, en guise de provision pour pouvoir payer au préalable les attestations du sol

Art. 2. L'attestation du sol reprend les informations visées à l'article 11 de l'ordonnance, sauf lorsqu'elles ne sont pas disponibles. Dans ce cas, l'Institut le mentionne dans l'attestation du sol.

CHAPITRE II. — Modalités de demande d'une attestation du sol

Section I. — Demande par voie électronique

Art. 3. § 1^{er} La demande d'attestation du sol pour une parcelle cadastrale peut être introduite à l'Institut par voie électronique au moyen d'un formulaire digitalisé, élaboré et mis à disposition du public par l'Institut. Ce formulaire contient une version digitalisée du plan cadastral et prévoit les modalités de rétribution. La rétribution peut être payée en ligne, via virement ou via l'utilisation d'une provision constituée auprès de l'Institut.

Lorsqu'il s'agit d'une demande pour une parcelle non cadastrée ou une parcelle dont les références cadastrales ne se trouvent pas sur le parcellaire cadastral du formulaire digitalisé, la demande doit contenir un extrait cadastral de la parcelle objet de la demande ou, à défaut, la section ou la division cadastrale ainsi qu'un plan reprenant la localisation de la parcelle, les contours et éventuellement un identifiant de la parcelle.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/11174]

16 FEBRUARI 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het bodemattest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems, artikelen 11, derde lid, en 12, § 4, tweede lid;

Gelet op het besluit van 24 september 2010 betreffende het bodemattest;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën en van het voorafgaandelijk akkoord van de Minister van Begroting; gegeven op 30 mei 2016;

Gezien de gendertest van de respectieve situatie van vrouwen en mannen, zoals bepaald in het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen, uitgevoerd op 31 augustus 2016;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu gegeven op 9 november 2016;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad gegeven op 24 november 2016;

Gelet op advies nr. 60.693/1 van de Raad van State, gegeven op 20 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu,
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Inhoud van het bodemattest

Artikel 1. Definities

- 1° ordonnantie : ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems
- 2° bodemattest : attest bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie
- 3° Instituut : het Brussels Instituut voor Milieubeheer
- 4° Perceel : kadastraal perceel, of bij ontstentenis van een kadastrale referentie, zone afgebakend door elke andere door het Instituut bepaalde identificerende eenheid
- 5° Inventaris : Inventaris van de bodemtoestand zoals bepaald in de ordonnantie
- 6° Risicoactiviteit : risicoactiviteit zoals bepaald in het besluit van 16/7/2015 betreffende de lijst van de risicoactiviteiten
- 7° Provisie : bedrag gestort op de rekening van het Instituut, bij wijze van provisie om de bodemattesten vooraf te betalen

Art. 2. Het bodemattest vermeldt alle gegevens bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie, tenzij ze niet beschikbaar zijn. In voorkomend geval vermeldt het Instituut dit in het bodemattest.

HOOFDSTUK II. — Aanvraagmodaliteiten voor een bodemattest

Afdeling I. — Aanvraag via elektronische weg

Art. 3. § 1 De aanvraag voor een bodemattest voor een kadastraal perceel, kan bij het Instituut via elektronische weg worden ingediend d.m.v. een digitaal formulier, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door het Instituut. Dit formulier bevat een digitale versie van het kadastrale plan en voorziet de mogelijkheid tot betaling van de vergoeding. De vergoeding kan ofwel online betaald worden, ofwel via overschrijving, ofwel via het gebruik van een provisie die wordt vastgelegd bij het Instituut.

Indien het om een aanvraag gaat voor een niet-gekadastraal perceel of een perceel waarvan de kadastrale referenties zich niet op het kadastrale plan van de kaart van het digitaal formulier bevinden, dient de aanvraag vergezeld te zijn van een uittreksel uit de kadastrale legger voor het perceel bedoeld in de aanvraag of, indien dat niet beschikbaar is, de kadastrale sectie of afdeling alsook een plan dat de ligging van het perceel aanduidt, de omtrek en eventueel een identificatie.

A défaut de référence cadastrale, l'Institut détermine la zone par tout autre identifiant sur base, entre autre, des informations fournies par le demandeur.

§ 2 Tout demandeur peut verser une provision sur le compte de l'Institut dont le montant est laissé à sa libre appréciation.

§ 3 Lorsque le demandeur ne peut utiliser ni une provision ni un paiement en ligne, il verse la rétribution sur le compte de l'Institut avec mention de son nom et de la parcelle pour laquelle il fait la demande. Il annexe au formulaire électronique une preuve de ce paiement.

Section II. — Demande par lettre recommandée

Art. 4. § 1^{er} La demande d'attestation du sol pour une parcelle introduite à l'Institut par lettre recommandée comprend :

- Le formulaire type disponible en ligne sur le site internet de l'Institut dûment complété;
- une preuve de paiement de la rétribution
- un extrait cadastral de la parcelle objet de la demande ou, à défaut, la section ou la division cadastrale.

A défaut de référence cadastrale, le demandeur ajoute un plan reprenant la localisation, les contours et éventuellement un identifiant de la parcelle. L'Institut détermine la zone par tout autre identifiant sur base, entre autre, des informations fournies par le demandeur.

§ 2 Le demandeur verse la rétribution sur le compte de l'Institut avec mention de son nom et de la parcelle pour laquelle il fait la demande (comme indiquée dans le formulaire de demande).

Section III. — Irrecevabilité

Art. 5. § 1^{er} L'Institut déclare irrecevable la demande qui ne répond pas aux éléments visés aux articles 3 ou 4.

§ 2 La décision d'irrecevabilité est notifiée au demandeur dans les 10 jours à dater de la réception de la demande.

§ 3 Le demandeur peut notifier dans les 60 jours à dater de la notification de la décision d'irrecevabilité, des éléments complémentaires éventuellement requis.

En l'absence de notification de ces compléments, le demandeur peut demander le remboursement de la rétribution versée.

CHAPITRE III. — Montant de la rétribution pour une attestation du sol

Art. 6. § 1 Le tarif de base de la rétribution pour une attestation du sol est fixé à 36 €.

§ 2 Lorsque la demande n'est pas introduite via le formulaire électronique tel que décrit au § 1 de l'article 3 du présent arrêté, un surcout de 60 € est ajouté au tarif de base.

§ 3 Lorsque la demande porte sur une parcelle non cadastrée, un surcout de 60 € est ajouté au tarif de base.

§ 4 Lorsque le demandeur souhaite que sa demande soit traitée en urgence tel que prévu à l'article 7, § 2 du présent arrêté, un surcout de 500 € est ajouté au tarif de base.

§ 5 Le tarif de base est adapté une fois tous les deux ans à dater de l'entrée en vigueur de cet arrêté, sur base de l'évolution de l'indice de prix à la consommation: le montant en vigueur est multiplié par un facteur dont le numérateur correspond à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède l'année d'adaptation du montant en vigueur et dont le dénominateur correspond à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède l'année de fixation du montant en vigueur. Le montant indexé est arrondi à l'unité supérieur et est communiqué par l'Institut sur son site Internet.

CHAPITRE IV. — Modalités de délivrance d'une attestation du sol

Art. 7. § 1 Conformément à l'article 12, § 4, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance, l'Institut délivre l'attestation du sol dans un délai de 20 jours à dater de la réception d'une demande conforme aux articles 3 ou 4.

§ 2 L'Institut délivre l'attestation du sol dans un délai de 5 jours ouvrables à dater de la réception d'une demande urgente conforme à l'article 3, excepté les jours ouvrables pendant la fermeture annuelle de l'Institut entre le 25 décembre et le 1^{er} janvier.

§ 3 L'attestation du sol est délivrée par l'Institut par voie électronique ou par courrier recommandé si le demandeur ne dispose pas d'une adresse électronique.

Bij gebrek aan een kadastrale referentie, bepaalt het Instituut het gebied aan de hand van elke andere identificatie op basis van, onder meer, de gegevens verstrekt door de aanvrager.

§ 2 Elke aanvrager kan een provisie aanleggen op de rekening van het Instituut voor een bedrag naar zijn eigen keuze.

§ 3 Indien de aanvrager geen gebruik kan maken van een provisie, of van een online betaling, maakt hij de vergoeding over op de rekening van het Instituut met vermelding van zijn naam en het perceel waarvoor hij een aanvraag indient. Hij voegt in bijlage aan het elektronische formulier een bewijs van betaling toe.

Afdeling II. — Aanvraag via aangetekend schrijven

Art. 4. § 1 De aanvraag voor een bodemattest voor een perceel, bij het Instituut ingediend d.m.v. een aangetekend schrijven omvat :

- het standaardformulier beschikbaar op de website van het Instituut, behoorlijk ingevuld
- een bewijs van betaling van de vergoeding
- een kadastraal uittreksel van het perceel voorwerp van de aanvraag of, bij gebrek, de sectie of kadastrale afdeling

Bij gebrek aan een kadastrale referentie, voegt de aanvrager een plan toe dat de lokalisatie, de omtrek en eventueel een identificatie van het perceel aanduidt. Het Instituut bepaalt de identificatie van het gebied op basis van, onder meer, de gegevens verstrekt door de aanvrager.

§ 2 De aanvrager maakt de vergoeding over op de rekening van het Instituut, met vermelding van zijn naam en het perceel waarvoor hij een aanvraag indient (zoals aangegeven in het aanvraagformulier).

Afdeling III. — Onontvankelijkheid

Art. 5. § 1 Het Instituut verklaart de aanvraag onontvankelijk welke niet beantwoordt aan de bepalingen zoals beschreven in artikel 3 of 4

§ 2 De onontvankelijkheidsverklaring wordt aan de aanvrager meegedeeld binnen 10 dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag.

§ 3 De aanvrager kan de eventuele vereiste aanvullende elementen nog meedelen binnen 60 dagen na de kennisgeving van de beslissing van onontvankelijkheid.

Worden deze aanvullende elementen niet meegedeeld, dan kan de aanvrager de terugbetaling van de betaalde vergoeding vragen.

HOOFDSTUK III. — Bedrag van de vergoeding voor een bodemattest

Art. 6. § 1 Het basistarief van de vergoeding voor een bodemattest is vastgelegd op 36 €.

§ 2 Indien de aanvraag niet werd ingediend via het elektronische formulier zoals beschreven in § 1 van artikel 3 van dit besluit, wordt een meerprijs van 60 € toegevoegd aan het basistarief.

§ 3 Indien de aanvraag een niet-gekadastreerd perceel betreft, wordt een meerprijs van 60 € toegevoegd aan het basistarief.

§ 4 Indien de aanvrager wenst dat zijn aanvraag dringend wordt behandeld zoals bepaald in artikel 7§ 2 van dit besluit, wordt een meerprijs van 500 € toegevoegd aan het basistarief.

§ 5 Het basistarief wordt vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, één keer om de twee jaar aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen : het vigerende bedrag wordt vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller overeenstemt met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar van aanpassing van het vigerende bedrag en waarvan de noemer overeenstemt met het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin het vigerende bedrag is vastgesteld. Het geïndexeerde bedrag wordt afgerond naar de volgende eenheid en wordt door het Instituut aangekondigd op zijn website.

HOOFDSTUK IV. — Uitreizingsmodaliteiten voor een bodemattest

Art. 7. § 1 Overeenkomstig artikel 12, § 4, eerste lid, van de ordonnantie, reikt het Instituut het bodemattest uit binnen een termijn van 20 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag conform artikel 3 of 4.

§ 2 Het Instituut reikt het bodemattest uit binnen een termijn van 5 werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van een dringende aanvraag conform artikel 3, met uitzondering van de werkdagen tijdens de jaarlijkse sluiting van het Instituut tussen 25 december en 1 januari.

§ 3 Het bodemattest wordt door het Instituut afgeleverd langs elektronische weg of per aangetekend schrijven indien de aanvrager niet over een elektronisch adres beschikt.

§ 4 L'Institut délivre une attestation du sol pour chaque parcelle.

CHAPITRE V. — *Durée de validité d'une attestation du sol*

Art. 8. § 1 Lorsque l'attestation du sol indique qu'une parcelle est reprise à l'inventaire de l'état du sol dans une des catégories décrites à l'article 3, °15 de l'ordonnance, la validité de cette attestation dépend de la catégorie de l'état du sol qui est attribuée à ladite parcelle :

- Catégorie 0 : la durée de validité de l'attestation du sol est de 1 an maximum à dater de sa délivrance;
- Catégories 1 et 2 : la durée de validité de l'attestation du sol est illimitée;
- Catégorie 3 : la durée de validité de l'attestation du sol est de 1 an maximum à dater de sa délivrance;
- Catégorie 4 : la durée de validité de l'attestation du sol est de 1 an maximum à dater de sa délivrance.

§ 2 Lorsque la catégorie 0 se superpose aux catégories 1, 2, 3, ou 4, la durée de validité de l'attestation du sol est de 1 an maximum à dater de sa délivrance.

§ 3 Lorsque la parcelle objet de la demande n'est pas reprise à l'inventaire de l'état du sol, la durée de validité de l'attestation du sol est de 1 an maximum à dater de sa délivrance.

§ 4 En dérogation aux §§ 1, 2 et 3, l'attestation du sol n'est plus valide lorsqu'il y a l'un des changements suivants :

- Exploitation actuelle ou passée d'activités à risque autres que celles citées dans l'attestation du sol ou poursuite d'activités à risque citées sur l'attestation du sol au-delà de la date indiquée ou cessation d'activités à risque citées dans l'attestation du sol;
- Découverte de pollutions du sol pendant l'exécution de travaux d'excavation, autre que les découvertes de pollution du sol déjà citées dans l'attestation du sol;
- Evènement(s) pouvant engendrer une pollution du sol autre que l'exploitation d'activités à risque et les motifs justifiant une présomption de pollution du sol déjà cités dans l'attestation du sol;
- Données administratives de la parcelle, notamment sa délimitation, sa référence cadastrale et son affectation;
- Non-respect ou changement des conditions figurant dans les déclarations de conformité ou les déclarations finales citées aux articles 15, 27, 31, 35, 40, 43 et 48 de l'ordonnance et dans l'attestation du sol;

§ 5 Lorsque l'attestation du sol délivrée pour une parcelle en catégorie 0 ou une catégorie superposée à la catégorie 0 est toujours valide et que des études ou des travaux ont été réalisés subséquentement, la déclaration de conformité et la déclaration finale de ces études ou ces travaux compléteront le contenu de l'attestation du sol et la maintiendront toujours valide.

§ 6 Une attestation du sol est valide pour une seule aliénation de droits réels ou une seule cession de permis d'environnement contenant des activités à risque.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 9. Les demandes d'attestations du sol recevables, demandées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les attestations du sol délivrées avant et valides au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées conformes aux dispositions du présent arrêté. Ces attestations sont valables pour la durée qui y est mentionnée.

Art. 10. L'arrêté du 24 septembre 2010 relatif à l'attestation du sol est abrogé.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 2017.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargée de l'environnement.

C. FREMAULT

§ 4 Het Instituut reikt een bodemattest uit voor elk perceel.

HOOFDSTUK V. — *Geldigheidsduur van een bodemattest*

Art. 8. § 1 Wanneer een bodemattest aangeeft dat een perceel in de inventaris van de bodemtoestand is opgenomen in één van de categorieën beschreven in artikel 3, °15 van de ordonnantie, hangt de geldigheidsduur van dat attest af van de bodemcategorie waarin het betreffende perceel is ingedeeld :

- Categorie 0 : het bodemattest blijft maximaal 1 jaar geldig te rekenen vanaf de datum van uitreiking;
- Categorie 1 en 2 : het bodemattest blijft onbeperkt geldig;
- Categorie 3 : het bodemattest blijft maximaal 1 jaar geldig te rekenen vanaf de datum van uitreiking;
- Categorie 4 : het bodemattest blijft maximaal 1 jaar geldig te rekenen vanaf de datum van uitreiking.

§ 2 Wanneer categorie 0 samenvalt met categorie 1, 2, 3 of 4, blijft het bodemattest maximaal 1 jaar geldig na de datum van uitreiking.

§ 3 Als het perceel waarvoor de aanvraag wordt ingediend niet is opgenomen in de inventaris van de bodemtoestand, blijft het bodemattest maximaal 1 jaar geldig na de datum van uitreiking.

§ 4 In afwijking van §§ 1, 2 en 3 is het bodemattest niet langer geldig indien er zich één van volgende veranderingen heeft voorgedaan :

- Actuele of voormalige uitbating van andere risicoactiviteiten dan diegene die in het bodemattest vermeld worden, of verderzetting van de risicoactiviteiten tot na de datum vermeld op het bodemattest, of stopzetting van de op het bodemattest vermelde risicoactiviteiten
- Toevallige ontdekking van bodemverontreiniging gedurende uitgravingswerken, andere dan de ontdekkingen van bodemverontreiniging die reeds vermeld worden op het bodemattest;
- Elke gebeurtenis die bodemverontreiniging kan veroorzaken, behalve de risicoactiviteiten en de motieven die een vermoeden van verontreiniging rechtvaardigen die al vermeld zijn op het bodemattest;
- De administratieve gegevens van het perceel, met name de afperking, de kadastrale referentie en de bestemming;
- Het niet respecteren van of een verandering in de voorwaarden vermeld in de gelijkvormigheidsverklaringen of slotverklaringen zoals bepaald in de artikelen 15, 27, 31, 35, 40, 43 en 48 van de ordonnantie en vermeld op het bodemattest;

§ 5 Indien het bodemattest dat werd afgeleverd voor een terrein in categorie 0 of een categorie die overlapt met de categorie 0 nog steeds geldig is, en er na het afleveren ervan bodemstudies of -werken werden uitgevoerd, dan vervolledigen de gelijkvormigheidsverklaring en de slotverklaring van deze studies of werken de inhoud van het bodemattest en doen deze de geldigheid ervan niet vervallen.

§ 6 Een bodemattest is slechts voor één enkele vervreemding van zakelijke rechten of één enkele overdracht van milieuvergunning met risicoactiviteiten geldig.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 9. De ontvankelijke bodemattestaansvragen die voor de inwerkingtreding van dit besluit werden aangevraagd, worden geacht conform te zijn met de bepalingen van dit besluit.

De bodemattesten die voor de inwerkingtreding van dit besluit werden uitgereikt en die op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit geldig zijn, worden geacht conform te zijn met de bepalingen van dit besluit. Deze attesten zijn geldig voor de duur die erop vermeld staat.

Art. 10. Het besluit van 24 september 2010 betreffende het bodemattest wordt opgeheven.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 februari 2017.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-voorzitter
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor leefmilieu,
C. FREMAULT